

DELIBERATION N° 2008/06-09 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ DES FOURNITURES DE REPAS

Madame LENIZSKI, rapporteur, rappelle à l'Assemblée, que le marché en cours pour la fourniture de repas au restaurant scolaire et au foyer des personnes âgées arrive à échéance le 31 août 2008. Il était donc nécessaire de lancer un nouvel appel d'offres pour la fourniture des repas.

Elle rappelle également que par délibération n°2008/02-05 en date du 11 février 2008, le Conseil Municipal a décidé d'adhérer au groupement de commandes formé avec le CCAS de Ludres pour le nouveau marché, d'accepter que la Ville de Ludres soit coordonnateur du présent groupement, de signer la convention constitutive dudit groupement et de lancer le marché de fourniture de repas.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du CCAS de Ludres dans sa délibération n°07/27 en date du 19 décembre 2007 a décidé d'adhérer au groupement de commandes du présent marché et de signer la convention constitutive, d'accepter que la Ville de Ludres soit nommée coordonnateur du présent marché et d'autoriser le pouvoir adjudicateur de ce groupement, en l'occurrence Monsieur le Maire, de signer le marché au nom et pour le compte du CCAS de Ludres.

L'avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 14 avril 2008. Il a été respectivement publié dans le Journal Officiel de la Communauté Européenne le 14 avril 2008, dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics le 15 avril 2008, sur la plate forme dématérialisée des marchés publics le 15 avril 2008 et dans les Tablettes Lorraines le 18 avril 2008.

La date de limite de dépôt des offres était fixée au 6 juin 2008 à 17 h 00.

La procédure de passation est un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 27, 57, 58 et 59 du Code des Marchés Publics. Le marché est également à bons de commande (article 77 du Code des Marchés Publics). Le marché comporte un seul et unique lot composé de deux prestations :

- la fourniture de repas au restaurant scolaire via une liaison froide et servis pour partie sous la forme d'un mini-self,
- la fourniture de repas au foyer des personnes âgées via une liaison chaude.

L'attribution du marché s'est faite à l'offre la mieux-disante sur la base des critères ci-dessous classés par ordre décroissant :

- la valeur technique de l'offre (70%) à travers une note méthodologique présentant l'exécution du marché : systèmes de liaison froide et de liaison chaude, l'organisation d'un mini-self, la qualité des repas fournis, la conception des menus, et les animations et interventions auprès des convives du restaurant scolaire et du foyer des personnes âgées,
- les prix (30%) : les frais fixes forfaitaires (ménage et services de restauration) et les prix unitaires (restaurant scolaire et foyer des personnes âgées).

De plus, le marché comporte une option concernant les frais de ménage et de services. Les candidats avaient la possibilité de formuler une variante à condition de répondre aux prescriptions de base et à l'option.

Il est parvenu en Mairie une seule offre.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 9 juin 2008 pour l'ouverture des plis a accepté la candidature de la Société Avenance qui était le seul candidat. Ladite commission réunie en date du 16 juin 2008 a attribué le marché, sur la base du rapport d'analyse, à la Société Avenance.

L'attribution du marché s'est faite selon les conditions financières suivantes :

1. les prescriptions de base pour les prix unitaires en l'occurrence pour :
 - le restaurant scolaire : un prix unitaire du repas à **2.73 € HT** (soit 2.88 € TTC avec TVA à 5.50%),
 - le FPA : un prix unitaire du repas à **3.20 € HT** (soit 3.376 € TTC avec une TVA à 5.50%).
2. le choix d'offre de base pour les frais fixes mensuels de restauration qui s'élèvent à **2 132.47 € HT** (soit 2 249.76 € TTC avec une TVA à 5.50%).

La Commission d'Appel d'Offres a décidé de ne pas lever l'option.

Les prix sont ajustables à chaque date anniversaire et pour la première fois le 1^{er} septembre 2009.

Les autres aspects de l'exécution du marché sont stipulés dans les pièces contractuelles du marché et dans la note méthodologique.

Intervention de Monsieur FOURMENT (Groupe Ludres Autrement et Pour Tous

Neuf dossiers ont été retirés ; un seul déposé. Avec une seule offre il n'y a pas de concurrence ; faute de concurrence, on ne peut considérer que la commune obtient la meilleure prestation au meilleur prix. Elle se trouve dans une situation de dépendance économique à l'égard d'un prestataire.

Dans ces conditions, le « pouvoir adjudicateur » (i.e. le maire) aurait pu déclarer la procédure « sans suite ».

Par ailleurs, :

- *les familles vont perdre en souplesse d'utilisation de la cantine ;*
- *les enfants ne disposeront vraisemblablement pas des 30' de repas effectif, minimum requis par les circulaires relatives à la restauration scolaire (Circ. n° 2001-118 du 25 juin 2001 « Composition des repas servis en restauration scolaire et sécurité des aliments, BOMinEN 2001, N° 9 spécial du 28 juin 2008) ; d'ailleurs, le dossier d'Avenance ne développe pas ce point, alors que le cahier des charges précise que les deux services de repas doivent se dérouler entre 11h55 et 13h00 ;*
- *il est à craindre que, chaque jour, des enfants choisissent les mêmes types de plats ;*
- *le dossier ne prévoit rien sur l'eau, or, dans un contexte de restauration collective, les enfants doivent le plus souvent être fortement incités à boire.*

Enfin, le marché revient à faire venir des repas de plus de 60 km ; ce qui est déraisonnable

Réponse de Monsieur le Maire :

Quelques commentaires : je ne reprendrai pas ce qui a été dit en commission d'appel d'offres car ces débats relèvent du secret.

Cependant, je précise que le marché a été retiré par neuf candidats, un seul il est vrai a candidaté. C'est un marché public, le cahier des charges a été respecté, l'offre était recevable, nous l'avons examinée. On aurait pu en effet déclarer ce marché sans suite. Je précise devant l'Assemblée que je ne prendrai nullement le risque le 1^{er} juillet, compte tenu des délais de retour des documents de la Préfecture, que le 2 septembre au matin il n'y ait aucun repas de servi. Compte tenu de l'obligation

de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offre et de l'incertitude de son résultat, j'ai pris la décision de retenir l'offre de la Société AVENANCE que je vous demanderai d'approuver.

Concernant l'organisation dont vous faites état, l'expérience professionnelle de la Société AVENANCE est reconnue et renseignements pris par ailleurs, aucune observation désagréable ne m'a été rapportée.

Concernant votre inquiétude sur le choix des plats offerts aux enfants, je précise que les repas seront équilibrés sur l'ensemble de la semaine et contrôlés par des diététiciens et que ce choix ne portera pas sur le plat principal. Quant aux boissons, de l'eau leur sera servie.

En ce qui concerne le temps de restauration, j'en prends note.

Intervention de Madame GRAILLOT (Groupe Ludres Ensemble) :

Les parents d'élèves et les élus ont découvert la nouvelle fiche d'inscription au restaurant scolaire pour la prochaine rentrée. On y lit que les jours de restauration doivent être fixés pour toute l'année scolaire...

Sachant qu'il est très difficile voire impossible pour tout un chacun de planifier son emploi du temps tant de mois à l'avance, nous vous demandons de bien vouloir assouplir ce mode de fonctionnement afin de l'adapter à la vie réelle des familles et d'éviter ainsi de les pénaliser.

La société de restauration doit quant à elle pouvoir s'adapter à une fréquentation différente au quotidien et connue dans des délais courts (la veille ou le matin avant 9 heures).

Réponse de Monsieur le Maire :

Je suis surpris mais pas totalement ; en effet, dès lors que l'on bouscule les habitudes, cela perturbe. Toutefois, lors d'une réunion avec les parents d'élèves, l'annonce de cette nouvelle procédure n'avait pas provoqué de réaction particulière.

Ceci étant, on ne peut pas laisser jeter tous les jours 50 repas : c'est la collectivité et les contribuables qui paient. Il va de soi qu'en cas de maladie, on ne facturera pas le repas.

En tout état de cause, les réponses que nous obtiendrons des parents qui sont sûrs d'inscrire leur enfant toute l'année, représenteront déjà une avancée.

Dans les autres cas, nous demanderons d'être prévenus au moins 48 h à l'avance si l'enfant ne mange pas.

Nous ferons notre possible pour s'adapter, pour s'efforcer d'aider les familles mais on ne peut déroger au principe des 48 h à l'avance.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 24 voix pour et 5 voix contre (Groupe Ludres Autrement et Pour Tous) :

- d'autoriser Monsieur de Maire de la Ville de Ludres en tant que pouvoir adjudicateur de la Ville de Ludres à signer le marché et tous les documents s'y rapportant pour l'ensemble des membres du groupement de commandes.